

La BCE opte pour le statu quo

POLITIQUE MONÉTAIRE. Après sept baisses consécutives et huit au total décidées depuis plus d'une année et sur fond d'inconnue au sujet des droits de douane américains, l'institut d'émission a ramené jeudi son taux de dépôt à 2%.

La Banque centrale européenne (BCE) a maintenu ses taux d'intérêt inchangés jeudi, à l'issue d'un long cycle de baisses et pour prendre le temps d'évaluer les décisions imminentes dans le bras de fer commercial entre Washington et les Européens.

Ce statu quo monétaire met fin à une série de baisses de taux, démarrée il y a un an, lorsque la BCE avait décidé de diminuer progressivement le coût du crédit pour accompagner le recul de l'inflation.

Le rythme de la hausse des prix à la consommation s'est stabilisé autour de l'objectif de 2% fixé par la banque centrale, après avoir atteint des niveaux record dans le sillage de la pandémie de Covid-19 et de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie.

La modération de l'inflation et les signes encourageants côté croissance placent la BCE en «bonne position pour faire face aux turbulences et aux risques qui se présenteront au cours des prochains mois», a assuré Christine Lagarde à la presse après l'annonce des taux.

Mais la présidente de la BCE n'a pas caché qu'elle aimerait voir se dissiper «rapidement»

l'incertitude «extrême» pour l'économie mondiale qu'a enclenchée l'offensive commerciale tous azimuts de Donald Trump.

Les gardiens de l'euro «sont dans l'attente, dans l'espoir d'une plus grande clarté sur les perspectives économiques et les implications des négociations commerciales entre l'UE et les Etats-Unis», note Stefan Gerlach, économiste en chef chez EFG Bank à Zurich.

«Impossible» de prédire

Après des négociations émaillées de rebondissements, depuis plusieurs semaines, un accord commercial entre l'UE et les Etats-Unis semblait se dessiner jeudi. Selon plusieurs sources européennes, l'accord prévoit des surtaxes douanières de 15% sur les exportations européennes à destination des Etats-Unis, avec des exemptions notamment sur l'aéronautique, les spiritueux ou certains médicaments.

Donald Trump avait pris les Vingt-Sept de court le 12 juillet en décrétant des droits de douane de 30% sur toutes les importations en provenance de l'UE à compter du 1^{er} août. Le renforcement des barrières

commerciales risque de porter un nouveau coup à l'économie de la zone euro et d'inciter la BCE à envisager une autre baisse de taux après l'été. Mais elles pourraient aussi pousser de nouveau les prix à la hausse.

Christine Lagarde a souligné qu'il «très difficile d'évaluer pour l'instant» l'impact de ces mouvements douaniers sur l'inflation, rendant «impossible» de prédire à l'avance le cap monétaire de la BCE.

Après sept baisses consécutives et huit au total depuis juin 2024, la BCE a ramené jeudi son taux de dépôt, qui fait référence, à 2%, contre un pic de 4% atteint en pleine vague inflationniste.

L'inflation pourrait être tirée vers le bas si une hausse des droits de douane réduisait la demande pour les exportations européennes et «incitait les pays en surcapacité à réorienter leurs exportations vers la zone euro», a déclaré la présidente de la BCE.

A l'inverse, une rupture des échanges commerciaux mondiaux et des chaînes d'approvisionnement pourrait alimenter une nouvelle flambée des prix. Tandis qu'un dénouement des

tensions commerciales pourrait «redresser le moral et stimuler l'activité», allégeant la pression sur les prix.

Cours cours euro-dollar sous surveillance

A ces inconnus s'ajoute l'envolée de l'euro qui a bondi de près de 14% par rapport au dollar depuis le début de l'année, même si cette fièvre s'est calmée récemment.

Un euro plus fort rendrait les importations moins chères et freinerait encore davantage l'inflation. La BCE prévoit déjà que l'indicateur baissera à 1,6% en 2026 avant de revenir à son objectif en 2027.

Christine Lagarde a déclaré que la BCE surveillait le cours euro-dollar et ses conséquences sur l'inflation, mais sans viser de taux de change particulier. «Nous sommes dans une situation d'attente et d'observation», a conclu la Française.

Si l'inflation montre des signes d'affaiblissement et que les données économiques semblent instables, la banque centrale pourrait opter pour «une dernière baisse des taux lors de la réunion de septembre», estime Carsten Brzeski, analyste à la banque ING. (afp)